

Le Rwanda, pays d'Afrique surpeuplé avec 6 700 000 habitants, est à lui seul un condensé des problèmes majeurs du continent noir : guerres ethniques, SIDA, famines, déplacement de populations, massacres en tous genres.

Il y a deux ans, la France a envoyé des militaires pour protéger ses ressortissants vivant à Kigali. Aujourd'hui, Paris fait revenir ses soldats.

Le choix d'Inter : « Le Rwanda ou l'intervention française oubliée ». Reportage signé Laurence Simon.

*
* *

[Laurence Simon :]

Kigali, la capitale rwandaise est trompeuse : c'est un jardin vallonné, aux bâtiments propres qui ne dépassent pas quatre étages, mais le pays aux mille collines n'est plus aujourd'hui le paradis qu'a laissé derrière lui la colonisation belge. Autour de la ville, les vertes montagnes rasées de leurs forêts d'eucalyptus et d'essences rares dans un pays lunaire, au milieu de racines calcinées pour construire des huttes et faire le bois de chauffage, un million de déplacés rwandais survivent au jour le jour au milieu des mouches et des ordures. Pas d'eau potable, la malaria, un kilo de maïs par personne pour quinze jours... Le HCR pour les Nations-Unies ne peut plus faire face à l'ampleur du drame. Tous les jours, on trouve de nouveaux petits monticules de terre sur le bord de la route, surmontés d'une dérisoire croix de bambou. Les tombes des enfants sont emportées quelques heures plus tard par les pluies. Ces paysans ont été chassés de leurs terres du Nord par la rébellion du FPR. Il reste une chose, une seule, à ceux qui n'ont plus rien : c'est la foi. Les pères blancs et les pasteurs rwandais sont débordés. A l'Eglise, le dimanche, les orphelins du SIDA – 30 % de la population de Kigali est séropositive – et les orphelins de la guerre prient le Seigneur.

[Tam-tam et chants... Alléluia...]

Le 8 février dernier, la guérilla du Front Patriotique Rwandais a lancé une grande offensive depuis le Nord du pays, de l'Ouganda voisin, qui lui sert de sanctuaire. Les forces françaises ont été alors portées à sept cents hommes. Elles ont aidé l'armée rwandaise à repousser l'agression et sauver Kigali du bain de sang. Les militaires français épaulent les soldats gouvernementaux, aux barrages, qui tiennent la capitale. Ils patrouillent nuit et jour dans la capitale Kigali.

[Message radio :]

« Bravo [...]. On attend Henrico pour le message ».

[Henrico :]

Compte rendu des patrouilles dans le camp de Shangi : la population, calme, semble très inquiète du départ des troupes françaises. Elle ne semble pas croire au retrait du FPR. Plusieurs reporters des organisations humanitaires ont pris la direction de Ruhengeri ce matin et sont rentrés à Kigali ce soir.

La situation dans les camps est calme mais l'état sanitaire s'aggrave : la nourriture pour bébé manque et le nombre de vaches y est insuffisant.

[Laurence Simon :]

Qu'est venue faire la France au Rwanda ? Porter la bonne parole de la démocratisation et du multipartisme auprès d'un général-président qui exerçait depuis 1959 un pouvoir sans partage. Le président Habyarimana, omniprésent dans les bureaux, les échoppes..., grâce à des posters vantant les accomplissements du Père de la nation.

Le colonel Delort, patron des forces françaises au Rwanda :

[Colonel Delort :]

Je crois qu'il ne faut pas regarder uniquement le Rwanda en tant que tel. Il y a une politique française qui a été déterminée par le président de la République, qui est en cours d'application un peu partout en Afrique. Je crois que depuis un an, on a pu noter toute une série de consultations. Il y a eu des présidents de la République qui ont été battus dans les élections et qui battent. L'exemple le plus récent : on en trouve au Congo, on en trouve au Mali, on en trouve à Madagascar, et donc, si vous voulez, il faut regarder le Rwanda dans un cadre plus général. C'est sans doute là que l'on peut expliquer la politique de la France d'appui à un processus qui, justement, permet d'arriver à une démocratie.

[Laurence Simon :]

On a l'impression que le Rwanda, c'est un tout petit peu un laboratoire.

[Colonel Delort :]

C'est un laboratoire pourquoi ? Je crois qu'il y a tous les éléments qui permettraient de réussir. Mais l'affaire est très difficile quand même, et pourquoi ? Parce que l'on a affaire à une guerre sur leur frontière. Vous savez que nos services de renseignements ont pu établir la preuve d'une certaine ingérence de l'Ouganda dans les problèmes internes de ce pays. Et là, l'exercice est difficile. Le dossier est bon mais l'exercice est difficile.

[Laurence Simon :]

Le président Habyarimana est un bon élève de la Baule. Le sommet de la Baule incitait les chefs d'Etat africains à s'engager sur la voie de la démocratie, en échange de l'aide française. En ville, à Kigali, un kiosque privé qui sert de cabine téléphonique publique s'est appelé « La démocratie ». Ces efforts du président rwandais, l'Union des Français de l'étranger les soutient.

Michel, un coopérant français à Kigali :

[Michel :]

A mon avis, c'est effectivement à partir du discours de la Baule que l'on trouve les racines de l'intervention militaire française. Le Rwanda n'est pas une ancienne colonie française. On n'a aucun

intérêt matériel dans ce pays. Le seul intérêt qu'ait la France, c'est que le président Habyarimana, ayant suivi les préceptes de la Baule avec beaucoup de régularité, est qu'il mérite d'être aidé dans cette voie que la France lui a indiquée. On a choisi de défendre le pays, on a choisi de protéger non seulement un président, mais également le gouvernement d'opposition au président, qui gouverne ce pays depuis un an. C'est donc lui qui est aux affaires, responsable de l'ordre public et de l'intérêt du pays depuis un an. Ce n'est plus Habyarimana qui est responsable de ces choses-là, c'est le Premier ministre, avec son gouvernement. On a choisi de les aider.

[Laurence Simon :]

Le 17 mars dernier, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement et le FPR. Aujourd'hui, à l'hôtel Méridien de Kigali, on croise des officiers français, des militaires rwandais, des hommes du FPR, des observateurs de l'OUA chargés de superviser le retrait. Tout ce monde s'ignore superbement au restaurant et s'évite dans les ascenseurs, mais le spectre de la guerre est toujours là, les haines et les rancœurs mal rentrées. Le FPR, qui prétend respecter le cessez-le-feu et s'être retiré sur ses positions d'avant le 8 février, exige le départ des Français.

Balindo Sarto, représentant du FPR :

[Balindo Sarto :]

Les forces armées françaises, nous pensons qu'elles sont là pour protéger Habyarimana et son régime. Ça ne marche pas dans le sens de la démocratisation du pays. Au contraire, c'est soutenir un dictateur qui continue à verser du sang et nous pensons que les Français ont une grande responsabilité dans cette affaire, parce qu'ils continuent à maintenir cet état de chose. Ils continuent à prolonger la guerre.

[Laurence Simon :]

« L'Afrique est compliquée », dit un poncif. C'est pourtant vrai. Pour remonter aux racines du mal, il faut dire que pendant des siècles, l'ethnie tutsi, quinze pourcent de la population, a régné en seigneur et maître sur le Rwanda. Ils sont plus grands, plus fiers que les Hutu, qui ont pris le pouvoir grâce aux Belges à l'indépendance du pays en 1959. Les Tutsi qui sont restés au Rwanda font souvent l'objet de massacres, d'exactions, perpétrés par des groupes anonymes qui opèrent en toute impunité. On dit que ce sont les troupes spéciales du Président qui agissent ainsi. La Ligue des droits de l'Homme a même parlé d'« escadrons de la mort », mais rien n'a pu être prouvé. Reste que les Tutsi sont des boucs émissaires désignés pour des vols, des pillages et des pogroms. Récemment à Ruhengeri, une localité attaquée le 8 février par le FPR et libérée par l'armée régulière le 11 février, quatre soldats rwandais sont entrés chez un habitant tutsi qui souhaite conserver l'anonymat.

[Habitant tutsi anonyme :]

Ils nous ont demandé de l'argent. J'ai donné, moi, huit mille francs et ma femme a donné vingt mille francs après insistance de ces soldats. Ils ont pris encore trois postes de radio, des vêtements, un combiné de téléphone. Ils nous ont torturés. Ils ont tapé ma mère âgée de soixante-quinze ans, ma femme et les visiteurs qui étaient chez moi.

[Laurence Simon :]

Est-ce que vous pensez que c'est un ordre qui était venu de beaucoup plus haut ou alors est-ce que vous pensez que c'était des soldats qui n'avaient pas d'argent et qui ne savaient pas se tenir, qui sont venus piller gratuitement sans ordre de plus haut ?

[Habitant tutsi anonyme :]

Ce que je peux dire, c'est qu'ils faisaient ça sans peur de rien puisqu'ils se promenaient en ville avec les postes de radio, avec les vêtements même. Donc, je pense quand même qu'ils étaient protégés en quelque sorte.

[Laurence Simon :]

Des commissions d'enquête ont largement dénoncé des exactions commises grâce à la complicité ou à l'impuissance du pouvoir. En revanche, le FPR jouissait jusqu'il y a très peu, à l'étranger, d'une réputation sans tâche : cultivés, affables... Les hommes de ce qui passait pour une armée de libération sont aujourd'hui traités par la population rwandaise de « hordes de sauterelles ». On commence à découvrir les méthodes de la guérilla FPR et c'est la population qui les dénonce en particulier dans les camps de déplacés.

Un déplacé :

[Déplacé anonyme :]

Nous, nous sommes déplacés à cause du FPR. Quand ils arrivent chez nous, ils tuent nos parents, nos petits frères, nos sœurs, et on choisit de courir pour se sauver, même sans prendre une casserole pour utiliser dans la cuisine.

[Laurence Simon :]

J'ai accompagné Jean-Baptiste, un paysan du Nord-Est déplacé, dans son retour au village. Sur la route, d'autres réfugiés nous ont montré comment une femme ou un père avaient sauté, en rentrant dans sa maison, sur des mines antipersonnel laissées par le FPR en retraite. Mais au village de Jean-Baptiste, nous avons découvert d'autres souvenirs laissés par les rebelles. Après la brousse, à gauche de la piste, une dizaine de cases au milieu des bananiers et des rigoles transformée en charnier de civils.

Jean-Baptiste :

[Jean-Baptiste :]

En retournant au village, dans mon champ de bananeraies, j'ai trouvé des trous, des cadavres de femmes, d'enfants, certaines personnes de mon entourage : Mukarusine, c'est une femme ; Nshunguyinka, c'est un vieux. Il y en a beaucoup. Il y avait une fosse derrière ma maison, qui avait à peu près dix mètres de profondeur, mais de retour, j'ai trouvé que cette fosse avait été bouchée par de la terre. On y avait amassé des gens. Vous savez, avec le FPR, on ne peut avoir confiance, parce qu'ils disent qu'ils vont se retirer. Mais quand le FPR quitte un endroit, ils minent, ils minent.

[Laurence Simon :]

Liste des personnalités à abattre lors des attaques, pose de mines, charniers, les rebelles veulent empêcher la population de retourner dans les zones dites « libérées ». Mais le masque du FPR est tombé.

Le colonel Delort :

[Colonel Delort :]

Un médecin qui est rentré du Cambodge a fait l'analogie directe avec les Khmers-rouges. Bon, comment on devrait les appeler ici ? Je n'en sais rien. Il y a même certains qui ont dit Khmers-noirs. Je vous laisse la responsabilité du propos. Par contre, ce qui est frappant, c'est leur maîtrise du « talk-and-fight » (parler et combattre). Une grande maîtrise de la dialectique de manière générale, et évidemment on peut faire le rapprochement avec les guérillas marxistes qui ont permis l'avènement au pouvoir d'un certain nombre de chefs d'Etat dans les années soixante-dix. Alors, on peut les appeler dinosaures. Ce qui est dommage, c'est que ces dinosaures sont dangereux.

[Laurence Simon :]

Deux compagnies de cent cinquante hommes ont quitté Kigali la semaine dernière. Mais peut-on faire confiance aux signataires des accords ? Là est la limite de l'interventionnisme. Mal équipés, pas toujours très enclines – entre Africains – à l'objectivité, les casques verts de l'OUA doivent prendre le relais de la France, en attendant les casques bleus de l'ONU. Mais avec le Cambodge, la Yougoslavie, la Somalie..., qui voudra s'engager au Rwanda, ce petit pays un peu trop oublié ? Il faut que les Français restent, crient les femmes rwandaises, regroupées au sein d'une association indépendante. « Les uns et les autres se moquent de nous », dénonce Cynthia, employée dans un commerce à Kigali. Pour elle, seuls les soldats français peuvent faire régner l'ordre, sinon la paix, dans son pays.

Cynthia :

[Cynthia :]

Vous direz peut-être que c'est une blague, mais on se disait que si jamais ils vont prendre l'avion, on allait barrer la route aussi vers l'aéroport. En fait, nous on ne croit pas que les Français vont nous lâcher comme ça. On sait vraiment que ce sont des amis et je ne crois pas qu'ils partiraient eux non plus. Ils savent qu'on a besoin d'eux.